

Texte d'AC ! Gironde pour le meeting CQFD du 3 mai 2016.

Le gouvernement prend excuse du chômage pour imposer la loi sur le code du travail. Ce projet de loi El Khomri qui passe à l'Assemblée Nationale en ce moment remet en cause, comme l'ont présenté les autres intervenants, les droits des salariés en détruisant le code du travail. Souvenez-vous que les lois Macron 1 et 2 ainsi que le C.I.C.E. et le Pacte de responsabilité avaient été imposés aussi pour soi-disant faire baisser le chômage. Rappelez-vous les propos de la Ministre du travail, qui pour promouvoir sa loi osera dire : « Les jeunes seront ainsi embauchés en C.D.I. ma loi facilitera les embauches de tous » alors que cette loi facilite dans les faits les licenciements. Elle n'est que la traduction idéologique des volontés du patronat qui ne fera qu'augmenter le chômage de masse.

Et bien qu'en est-il du chômage ? Depuis juin 2012 il y a 1,3 millions de chômeurs en plus. Notre société est frappée par 6, 125 millions de chômeurs toutes catégories confondues outre-mer inclus. On observe une hausse des demandeurs d'emploi sénior de près de 70 % en quatre ans. Pour les plus de 60 ans nous avons une hausse de 874 % toutes catégories confondues. Neuf millions de nos concitoyens vivent avec moins de 900 €. Entre 15 et 18% des contrats de travail sont précaires et rien n'est fait pour les réduire, au contraire cette loi scélérate va en aggraver le nombre.

Les derniers chiffres du chômage du mois d'avril font apparaître une baisse de 60.000 demandeurs d'emploi, dans les faits ce sont les catégories B et C qui augmentent. Ces catégories ont la particularité de regrouper les chômeurs les plus précaires, tous ceux qui cumulent des petits boulots de 78 heures par mois ou plus. Parallèlement Pôle-Emploi a radié sur trois mois 43.700 personnes, soit une augmentation de 2,3 %. Quant aux cessations d'inscription, il y a eu sur les chiffres d'avril une augmentation de 8,3 % de cessations d'inscription ce qui représente 225.800 personnes sorties des chiffres de la DARES ce mois-ci, « Volatilisé comme ça ! ».

Le plus scandaleux, depuis des années c'est le chômage invisible qui est en dehors des statistiques. Un millions cinq cent trente milles foyers bénéficiaires du RSA sont non comptabilisés dans les chiffres. Un millions cent milles bénéficiaires de l'A.A.H ou d'une pension d'invalidité ne sont pas non plus inscrits à Pôle-Emploi malgré une aptitude au travail. Il faut ajouter à cela un millions quatre cent milles sans droit, les jeunes de moins de 25 ans. Tous ceux qui dépassent les plafonds de ressource et qui ne s'inscrivent pas à Pôle-Emploi, les étudiants boursiers ou non qui cherchent un travail alimentaire et tous les S.D.F. qui ne perçoivent rien parce qu'ils sont inscrits nul part.

Faire croire que la loi travail résolvera le chômage est un mensonge éhonté. Il n'y a pas assez de création d'emploi dans ce pays, voilà la réalité. En effet 663.127 offres d'emploi sont disponibles sur les sites de Pôle-Emploi et des partenaires privés en ce mois d'avril pour 6 millions de chômeurs. Et encore certaines apparaissent 7 fois quand d'autres sont fictives ou mensongères. Face à la pénurie d'offre et d'emploi il faudrait pour que tous puissent travailler partager réellement le temps de travail à 32 heures avec loi cadre sans flexibilité ni annualisation. On voit bien que l'idéologie dominante en imposant la loi travail va dans des directions diamétralement opposées.

Et la fête continue depuis janvier 2016 le grand Barnum Circus de la renégociation de la convention d'assurance chômage, entre partenaires dit « sociaux » a lieu. La situation financière de l'UNEDIC fait apparaître un déficit prévisionnel de 4 milliard d'euros en 2016, pour un total cumulé de 30 milliard d'euros. Et sachez que seulement 4 chômeurs sur 10 sont indemnisés par l'UNEDIC. Comme d'habitude cette situation difficile est le prétexte pour le MEDEF d'imposer une cure de restriction sur les droits des demandeurs d'emploi. Leurs dernières pistes d'évolution transmises aux syndicats font apparaître neuf propositions toutes plus abrasives les unes que les autres à l'encontre de l'indemnisation des chômeurs. Par exemple, Le patronat propose de sanctionner l'absence de recherche d'emploi par une dégressivité des allocations. Ils veulent aussi réformer les modalités de calcul allocations-salaires ce qui entrainera la aussi une diminution de l'indemnisation des demandeurs d'emploi. Pire, ils veulent moduler la durée d'indemnisation selon le taux de chômage. Ainsi le ratio un jour cotisé égal un jour indemnisé varierait à la hausse ou à la baisse en fonction de la situation effective du marché du travail. L'entrée dans la filière senior serait repoussé à 59 ans alors qu'elle est à 50 ans aujourd'hui et permet 36 mois d'indemnisation. Il propose aussi de détruire l'indemnisation des travailleurs Transfrontaliers et demande à l'état de réviser les modalités de compensation entre la France et les pays concernés. Et surtout leur volonté est d'améliorer l'accompagnement des chômeurs qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise en simplifiant les règles de cumul allocation et des revenus activité. La voie royale pour le MEDEF c'est l'entreprise ou l'auto-entreprise. Là encore, il ne faudrait pas savoir que trois ans après leur création 60 % de ces mêmes entreprises ou auto-entreprise déposent leur bilan et font faillite.

Dans le fait les organisations patronales avec la complicité actives des gouvernements successifs, travaillent à la destruction de l'ensemble des organismes sociaux, sécurité sociale et UNEDIC inclus par la dette. L'argument du déficit est prétexte à toutes les dégradations. Dernièrement la cours des comptes, s'appuyant que sur ses logiques comptable, en bon soldat du capitalisme, a enfoncé le clou en préconisant de réduire le nombre de jours indemnisés et le montant des allocations. On aurait pu s'attendre à mieux d'un organisme d'état ! Mais le mépris de la vie des citoyens est là encore affiché.

L'assurance chômage nous concerne toutes et tous ! Rappelez-vous qu'une augmentation de 0,2 points de cotisation employeur permettrait d'augmenter les recettes UNEDIC d'un milliards tandis que l'arrêt de l'utilisation des contrats courts et des ruptures conventionnelles par le patronat économiserait 13 milliards. Nous devons tous nous mobiliser pour défendre une assurance chômage juste et équitable et acquérir de nouveaux droits. Ensemble imposons la présence des chômeurs et précaires là où se décide leur sort, imposons l'augmentation du taux de cotisation des employeurs, imposons l'indemnisation et la revalorisation de toutes les formes de chômage et de précarité, imposons une forte taxation sur les CDD et les ruptures conventionnelles, imposons la garantie d'un revenu personnel décent et la continuité des droits sociaux. Nous n'accepterons aucun blocage et aucun chantage de la part du patronat, il faut amplifier la mobilisation des chômeurs et précaires pour imposer une vraie négociation progressiste sur le régime générale de l'assurance chômage.

Je ne peux terminer sans parler du rapport Sirugue qui fait croire à tous qu'un revenu d'existence pourrait être instauré en 2018. Le revenu d'existence ne peut être pensé qu'élevé à hauteur du SMIG pour sortir réellement de la précarité et de la pauvreté. Ce qui n'est pas le cas des propositions du rapport Sirugue puisqu'il valide le plus petit dénominateur commun, 400 euro, en fusionnant 9 allocations et détruit tout les droits connexes au passage. Nous nous élevons contre ce rapport qui

détruit la conception même des droits sociaux acquis. Les libéraux en avaient rêvé les socialistes l'ont proposé. Honte à eux !

Nous subissons tous une guerre sociale qui se traduit par des crises économiques successives. Celle de 2008 a vu s'envoler 6.000 milliards de dollars. C'est l'ensemble des richesses des peuples qui a été ainsi volé. Les dernières déclarations de la droite extrêmes nous informent que pour eux, le 21 ème siècle ne sera qu'un retour au 19 ème siècle. Ce qui met un point final à l'évolution temporel et nous promet un retour au moyen âge. Non seulement les financiers, les banquiers, les patronats, l'oligarchie élitiste ont pillé nos richesses mais ils s'appêtent aussi à voler notre futur.

L'économie libérale, on le sait maintenant, est une escroquerie financière qui a pour but une croissance exponentielle continue afin de permettre l'accumulation des richesses par les classes aisées. Cette croissance est responsable d'un appauvrissement général et d'un épuisement total des ressources. Ceci sera la cause d'un effondrement qui entrainera le chaos. Ainsi si nous ne faisons rien ce monde déjà barbare explosera ! La loi Khomri est une étape qui s'inscrit totalement dans cette perspective négative. Nous devons tous continuer à nous mobiliser pour obtenir son retrait afin d'éclairer un avenir qui doit être progressiste, émancipateur, humaniste, solidaire et fraternel.

Bordeaux le 2 ami 2016

Pour AC ! Gironde

Joëlle MOREAU